

FORMULAIRE DE DEMANDE UNIQUE DE SUBVENTION

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

INVESTISSEMENT EN FAVEUR DE LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES

(Type d'Opération 4.2.1 du programme de développement rural 2014-2020 de Mayotte)

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.

Transmettez l'original à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte, et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception au service instructeur : / /

Le porteur de projet a pris connaissance des documents à jour sur le site de la DAAF de Mayotte à l'adresse suivante : <https://daaf.mayotte.agriculture.gouv.fr/>. Si le porteur de projet n'utilise pas les derniers documents mis à jour sur le site, il se retrouvera contraint de redéposer le dossier.

NOM DU DEMANDEUR :

INTITULÉ DU PROJET :

DEMANDEUR

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR :

Statut juridique (*collectivité territoriale, association loi 1901, établissement public*):

N° SIRET (*attribué par l'INSEE lors de l'inscription au répertoire national des entreprises*) :

Raison sociale (*nom de la structure*) :

Nom et prénom du représentant légal :

Fonction du représentant légal :

Adresse :

Code postal : Commune / Village :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

Mail :

IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DE PROJET :

Responsable projet différent du responsable légal : Oui Non

Si différent :

Nom et prénom du représentant légal :

Fonction du représentant légal :

Adresse :

Code postal : Commune / Village :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

Mail :

CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

PRÉSENTATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE (STATUT, MISSIONS, ACTIVITÉS, MOYENS MATÉRIELS...) :

MOYENS HUMAINS ET SITUATION FINANCIÈRE DU DEMANDEUR :

Effectif de la structure (en ETP à la date de la demande) :

Situation financière :

Donnée financière	Montant annuel
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €

ARTICULATION AVEC UN AUTRE TYPE D'OPÉRATION DU PDR 2014-2020 DE MAYOTTE :

Votre structure a déposé une demande d'aide au titre d'un autre type d'opération du PDR 2014-2020 ?

Oui Non

Si oui, précisez quel(s) numéro de TO :

Le cas échéant, précisez le lien avec le projet qui fait l'objet de la présente demande d'aide :

CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE

LOCALISATION DE L'OPÉRATION :

La localisation du projet est elle identique à la localisation du siège de l'exploitation ?

Oui Non

Si différent :

Adresse :

Code postal : Commune / Village :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

Mail :

DESCRIPTIF DE L'OPÉRATION :

Intitulé du projet :

Le projet s'inscrit dans un projet global : Oui Non

Objectifs du projet :

Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée. Vous pouvez joindre également tout document (technique, commercial, financier) plus détaillé que la présentation de votre projet.

Descriptif technique du projet :

Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée. Vous pouvez joindre également tout document (technique, commercial, financier) plus détaillé que la présentation de votre projet.

Vous apportez des documents supplémentaires en annexe ? Oui Non

Les opérations en lien avec votre projet bénéficient-elles d'un soutien dans le cadre du Partenariat Européen d'Information (PEI) - Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) ?

Oui Non

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET :

Quelle est la date prévisionnelle de **début de projet** (MM/AAAA) ? /

Quelle est la date prévisionnelle de fin de projet (MM/AAAA) ? /

MARCHÉS PUBLICS :

Quelle est la nature du demandeur ?

Le demandeur est-il soumis à la commande publique ? Oui Non
L'opération est-elle soumise à la commande publique ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à l'une de ces questions, veuillez remplir le formulaire annexe « confirmation du respect de la commande publique ». Vous trouverez ce formulaire sur le site de la DAAF de Mayotte à l'adresse suivante « <https://daaf.mayotte.agriculture.gouv.fr/Formulaire-de-confirmation-du> ».

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Veuillez indiquer l'ensemble des dépenses éligibles de votre projet dans l'annexe financière de la demande d'aide que vous trouverez sur le site de la DAAF.

COORDONNÉES DE PAIEMENT (SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ) :

La DAAF connaît le(s) compte(s) bancaire(s) que vous utilisez pour le versement des aides et en possède le(s) IBAN. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de l'aide :

N° IBAN BIC

VOUS JOIGNEZ UN IBAN.

INDICATEURS DE RÉALISATION :

Indicateurs de réalisation	Prévision
Augmentation des volumes transformés	+ <input type="text"/> %, + <input type="text"/> tonnes
Augmentation des volumes commercialisés	+ <input type="text"/> %, + <input type="text"/> tonnes
Nombre d'emplois créés	<input type="text"/>

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

Montant total des dépenses présentées - €	<input type="text"/>	€
---	----------------------	---

RÉPARTITION DU FINANCEMENT :

Financiers sollicités	Montants en €
Dont Union Européenne – FEADER (85%)	<input type="text"/> €
Prefecture de Mayotte	<input type="text"/> €
Conseil départemental de Mayotte	<input type="text"/> €
ODEADOM	<input type="text"/> €
Ministère de l'alimentation et de l'agriculture	<input type="text"/> €
Dont autofinancement public du maître d'ouvrage	<input type="text"/> €
TOTAL FINANCEMENTS PUBLICS	<input type="text"/> €
Dont aides publiques hors dispositif : <input type="text"/>	<input type="text"/> €
TOTAL AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	<input type="text"/> €
Dont autofinancement du porteur de projet privé	<input type="text"/> €
Dont autre participation du secteur privé : <input type="text"/>	<input type="text"/> €
TOTAL FINANCEMENTS PRIVÉS	<input type="text"/> €
TOTAL GÉNÉRAL (HT) Ce total doit être égal au total indiqué sur la synthèse des annexes qui liste les dépenses.	<input type="text"/> €

ENGAGEMENTS (COCHER LES CASES NÉCESSAIRES)

Je demande à bénéficier des aides au titre du type d'opération 4.2.1 Investissement en faveur de la transformation et la commercialisation de produits agricoles.

J'atteste sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- N'avoir pas sollicité pour les mêmes actions une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des informations figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire, notamment les points de contrôle,
- Être à jour de mes obligations fiscales (ou bénéficier d'un accord d'échelonnement),
- Être à jour de mes obligations sociales (ou bénéficier d'un accord d'échelonnement),

Avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par grille de notation et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis localement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure.

Que la structure respecte les normes minimales attachées à ce projet (vous reporter à la notice d'information),

Que la structure n'a fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de cette demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé.

Que la structure dispose de la maîtrise foncière du terrain support de l'opération et, le cas échéant avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

Le cas échéant :

Que l'opération est conforme à la réglementation et notamment celle relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture,

Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles en matière d'éligibilité temporelle des dépenses rappelées dans la notice,
- A informer la DAAF de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A respecter mes obligations en matière d'information et de publicité relatives au soutien octroyé par les Fonds européens,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final de la subvention,
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final de la subvention,
- A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- A fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant dix années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « plan de financement prévisionnel du projet ».

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.

Je suis informé(e) que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de Services et de Paiement (ASP), le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt et la Préfecture de Mayotte.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE A VOTRE DEMANDE

Pièce communes	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
Pour tous les demandeurs			
Original formulaire de demande d'aide complété et signé	<input type="checkbox"/>		
Annexe du formulaire de demande de subvention présentant les dépenses prévisionnelles, complétée et signée	<input type="checkbox"/>		
Exemplaire du formulaire annexe des dépenses complété au format EXCEL	<input type="checkbox"/>		
Identité			
Certificat d'immatriculation indiquant le n°SIRET	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
K-bis et exemplaires des statuts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièce d'identité en cours de validité, du représentant légal de la structure	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat, pouvoir ou délégation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de domicile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si présence de salarié(s) :			
- Copie des contrats de travail ou des fiches de poste ou des lettres de mission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Etat des emplois de l'entreprise et registre unique du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet technique			
Note de présentation technico-économique du projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Documents attestant de la localisation géographique du projet (RPG ou carte 25 ou 50 millième, photos aériennes, plans cadastraux)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs prouvant l'utilisation d'une majorité de produits locaux (process de transformation, contrat d'approvisionnement auprès de producteur, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si projet soumis à étude d'impact :			
- Rapport ou étude appropriée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Seulement si nécessaire :			
- Permis de construire ou déclaration de travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Autorisation de défrichement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de maîtrise foncière (titre de propriété, attestation de notaire, bail, etc ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Éléments financiers			
Relevé d'identité bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (<i>devis, attestations, contrat de travail ou tout autre document probant</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
En cas d'obtention de subventions d'autres financeurs sans utilisation du présent formulaire : Justificatifs cofinancement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les personnes publiques ou assimilées : Formulaire de confirmation des règles de la commande publique complété et signé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les personnes publiques assimilées/associations : Délibération ou PV validant opération et son plan de financement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les demandeurs de droit privé/ sans CAC : résultats comptables n-2, n-1 attestés : - Éléments comptables des exercices précédents - Garantie bancaire	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Si projet en partie financé par un prêt bancaire : Accord ou pré-accord bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Le cas échéant la DAAF de Mayotte pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet</i>			

Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DAAF à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant. Par exemple :

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DAAF de Mayotte après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire / / . Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour l'IBAN : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DAAF de Mayotte. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir l'IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie de l'IBAN lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

NB : les éléments comptables ne sont pas à produire si le demandeur n'est pas astreint à la tenue d'une comptabilité ou si le projet est réalisé par une personne physique et ne concerne pas son activité professionnelle.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise je n'autorise pas*

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

* Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Nom et prénom du signataire (représentant légal) : _____

Qualité du signataire (représentant légal) : _____

Signature et cachet

Attention : en cas de nouveau dépôt d'un formulaire modifié, daté et signé à la date des modifications. Cela ne modifie pas la date enregistrée par la DAAF de premier dépôt de la demande de subvention.